



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
UID37/41 Cité administrative - Porte J
34 avenue du Maréchal Maunoury BP 60723
41007 Blois

Blois, le 04/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BEAUCE ORATORIENNE (ex QUADRAN ENERGIES)

ZAC de Mazeran
74 rue du lieutenant de Montcabrier
34500 Béziers

Références : VAT20250039
Code AIOT : 0010013167

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2024 dans l'établissement BEAUCE ORATORIENNE (ex QUADRAN ENERGIES) implanté Parc éolien Beauce Oratorienne Lieu dit SEDENAY 41240 Villerrmain. L'inspection a été annoncée le 02/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BEAUCE ORATORIENNE (ex QUADRAN ENERGIES)
- Parc éolien Beauce Oratorienne Lieu dit SEDENAY 41240 Villerrmain
- Code AIOT : 0010013167
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de la société BEAUCE ORATORIENNE implanté sur le territoire de la commune de Villermain (41) est composé de 4 éoliennes VESTAS 100 et d'un poste de livraison. Il a été autorisé initialement par les dispositions de l'arrêté préfectoral n°41-2019-10-10-003 du 10 octobre 2019 pour le compte de la société QUADRAN, puis muté au profit de la société BEAUCE ORATORIENNE par l'arrêté préfectoral n°41-2020-11-30-004 du 30 novembre 2020.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration OREOL	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
2	Contrôle documentaire	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3	/	Demande d'action corrective	60 jours
5	Intégrité technique	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
6	Contrôle des aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8	/	Demande d'action corrective	60 jours
7	Mise à la terre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
8	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
15	Bridage chiroptère	Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 4.2	/	Demande d'action corrective	60 jours
17	Tests arrêts avant mise en service	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
21	SIS	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 III	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
22	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Implantation	Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 3 - Titre I	Susceptible de suites	Sans objet
4	Voie d'accès au site	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	/	Sans objet
9	Balisage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Susceptible de suites	Sans objet
10	Accès aux aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
11	Panneau et identification mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
12	Brûlage à l'air libre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	/	Sans objet
13	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
14	Versement des données brutes issues du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
16	Propreté intérieure des aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
18	Tests d'arrêt	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2eme alinéa	/	Sans objet
19	Contrôle des brides et du mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I	/	Sans objet
20	Contrôles des pâles	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 II	Susceptible de suites	Sans objet
23	Mortalité espèce protégée	Code de l'environnement du 01/01/2001, article R. 512-69	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration OREOL

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2
Thème(s) : Autre, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/12/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>I.- Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.</p> <p>II. - A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale prévue par l'article R. 181-12 du code de l'environnement ;• le dépôt d'un dossier au préfet pour le renouvellement de l'installation ;• la déclaration d'ouverture du chantier de construction d'un ou plusieurs aérogénérateurs y compris, le cas échéant, pour le renouvellement de l'installation ;• la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ;• le démarrage du chantier de démantèlement de l'installation ;• la scission d'un parc éolien en plusieurs parcs. <p>Lorsque l'étape correspondante a déjà été réalisée à la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration est réalisée dans les six mois après cette publication.</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection du 06/12/2022, il a été porté à la connaissance de l'exploitant que la plateforme OREOL n'était pas à jour de certaines informations. Il a été demandé à l'exploitant de mettre à jour le numéro de SIRET, le statut du parc, la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ainsi que la date de l'avis de l'autorité environnementale (rendu dans le cadre de la procédure d'instruction de la demande).</p> <p>En janvier 2023, le document suivant a été présenté à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none">• Axis conseils, Plan de recollement des éoliennes, échelle 1/200ème, 24/01/2023, 1p. <p>Le 29/01/2025, vérification sur la plateforme OREOL (dédiée à la réalisation des déclarations</p>

prescrites) :

- l'exploitant a déclaré les données techniques relatives à ses quatre aérogénérateurs et à son poste de livraison ;
- La dernière mise à jour de cette déclaration a été réalisée à la suite de l'inspection du 16/12/2024 et a permis de mettre à jour notamment numéro de SIRET et le statut du parc.

Néanmoins, certains éléments n'ont pas été corrigés et ne sont pas déclarés correctement.

Les coordonnées des éoliennes et du poste de livraison renseignées dans la plateforme ne sont pas en adéquation avec celle du plan de récolement fournit.

La date de l'arrêté d'autorisation préfectorale renseignée est au 13/07/2018 alors qu'il est signé au 10/10/2019.

Il est déclaré une délivrance de l'avis de l'autorité environnemental au 13/07/2018 alors qu'il date du 29 mars 2019.

Constat : L'exploitant n'a pas déclaré des données techniques à jour pour ses installations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Contrôle documentaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Langue des documents

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports, registres, manuels, consignes et justificatifs visés par le présent arrêté, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée. Par dérogation, le manuel d'entretien destiné à être utilisé par un personnel spécialisé qui dépend du fabricant ou de son mandataire peut être fourni dans une seule des langues communautaires comprises par ce personnel. Les documents attestant de la conformité de l'installation avant sa mise en service ainsi que les rapports de contrôles et de maintenance établis avant le 30 juin 2020 peuvent ne pas être disponibles dans leur version française. Les autres documents établis avant le 30 juin 2020 doivent être disponibles en version française à compter du 1er juillet 2022.

Constats :

De nombreux documents ne font toujours pas l'objet d'un effort de traduction et sont encore en langue anglaise.

Constat : Les documents visés par l'arrêté de prescriptions générales ne sont pas tous disponibles en langue française.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 3 - Titre I																														
Thème(s) : Situation administrative, éolien																														
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 06/12/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites 																														
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations concernées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Installation</th> <th>X</th> <th>Y</th> <th>Commune</th> <th>Parcelles cadastrales (section et numéro)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Aérogénérateur E1</td> <td>590202</td> <td>6751526</td> <td>VILLERMAIN</td> <td>ZN10</td> </tr> <tr> <td>Aérogénérateur E2</td> <td>590320</td> <td>6751222</td> <td>VILLERMAIN</td> <td>ZP67</td> </tr> <tr> <td>Aérogénérateur E3</td> <td>589960</td> <td>6751258</td> <td>VILLERMAIN</td> <td>ZN28, ZN29</td> </tr> <tr> <td>Aérogénérateur E4</td> <td>590102</td> <td>6750955</td> <td>VILLERMAIN</td> <td>ZP4</td> </tr> <tr> <td>Poste de livraison (PDL)</td> <td>590074</td> <td>6750913</td> <td>VILLERMAIN</td> <td>ZP5</td> </tr> </tbody> </table>	Installation	X	Y	Commune	Parcelles cadastrales (section et numéro)	Aérogénérateur E1	590202	6751526	VILLERMAIN	ZN10	Aérogénérateur E2	590320	6751222	VILLERMAIN	ZP67	Aérogénérateur E3	589960	6751258	VILLERMAIN	ZN28, ZN29	Aérogénérateur E4	590102	6750955	VILLERMAIN	ZP4	Poste de livraison (PDL)	590074	6750913	VILLERMAIN	ZP5
Installation	X	Y	Commune	Parcelles cadastrales (section et numéro)																										
Aérogénérateur E1	590202	6751526	VILLERMAIN	ZN10																										
Aérogénérateur E2	590320	6751222	VILLERMAIN	ZP67																										
Aérogénérateur E3	589960	6751258	VILLERMAIN	ZN28, ZN29																										
Aérogénérateur E4	590102	6750955	VILLERMAIN	ZP4																										
Poste de livraison (PDL)	590074	6750913	VILLERMAIN	ZP5																										
Constats :																														

Lors de l'inspection du 06/12/2022, il a été constaté que l'exploitant ne disposait pas d'un plan de récolement permettant de justifier du respect des coordonnées d'implantation des 4 aérogénérateurs et du poste de livraison (PDL).

En janvier 2023, le document suivant a été présenté à l'inspection :

- Axis conseils, Plan de recollement des éoliennes, échelle 1/200ème, 24/01/2023, 1p.

Ce document permet de confirmer le respect des coordonnées d'implantation des 4 aérogénérateurs et du poste de livraison (PDL).

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Voie d'accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions constructives

Prescription contrôlée :

Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.

Constats :

Visite de l'installation :

- Les aérogénérateurs sont desservis par des voies d'accès carrossables,
- présence d'aires de retournement à proximité des aérogénérateurs,
- il n'est pas constaté de dégradation des dits chemins.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Intégrité technique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, éolien

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/12/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'aérogénérateur est conçu pour garantir le maintien de son intégrité technique au cours de sa durée de vie. Le respect de la norme NF EN 61 400-1 ou IEC 61 400-1, dans leur version en vigueur à

la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, [...] ou le respect de toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté, permet de répondre à cette exigence.

Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant la mise en service industrielle de l'installation.

En outre l'exploitant dispose des justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation.

Constats :

L'exploitant a présenté les documents suivants à l'inspection :

- VESTAS, EC Declaration of Conformity, V90/V100/V110-2.0/2.2 MW Mk 10, Turbine Serial Number(s) : 243249, 243250, 243251, 243252, 29/04/2022, 4p
- WPO, Rapport d'inspection technique avant réception définitive, Beauce Oratorienne, 02/11/2024, 30p

Le document EC Declaration of Conformity en date du 29/04/2022 atteste de la conformité à la norme NF EN 61 400-1 des quatre aérogénérateurs avant leur mise en service industrielle du 25/11/2022.

Suite à l'inspection du 06/12/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement les rapports WPO d'inspection technique avant réception définitive, en date du 02/11/2022. L'exploitant doit apporter la preuve à l'inspection des installations classées que l'organisme ayant réalisé cette visite est un organisme compétent au sens de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 26/08/2011.

Il a été relevé lors de l'inspection du 06/12/2022 que les 4 éoliennes installées correspondent au modèle VESTAS (V 100) de puissance unitaire 2,2 MW. Pourtant, la puissance unitaire autorisée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10/10/2019 et celui de changement d'exploitant du 30/11/2020 est de 2 MW. Il convient d'apporter la preuve à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement que les machines sont bridées à 2 MW afin de respecter la puissance unitaire autorisée par l'arrêté préfectoral.

Lors de l'inspection du 16/12/2024, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de nouveaux documents pour répondre aux constats précédemment formulés.

Constat : L'exploitant ne dispose pas d'un rapport de contrôle d'un organisme compétent qui atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant sa mise en service industrielle. De plus, ces derniers présentent une puissance unitaire supérieure à celle qui a été autorisée le 10/10/2019.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Contrôle des aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Solidité de l'ouvrage et sécurité des personnes
Prescription contrôlée : <p>En outre l'exploitant dispose des justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation.</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection du 06/12/2022, l'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement le rapport demandé. Ces constats demeurent après la visite du 16/12/2024.</p> <p>Constat : L'exploitant ne dispose pas d'un justificatif démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>[...] Un rapport de contrôle d'un organisme compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées</p>

pour la protection de l'environnement soumises à autorisation atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle.

Des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique.

Constats :

Lors de l'inspection du 06/12/2022, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un rapport de contrôle d'un organisme compétent qui atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service Industrielle.

Le 16/12/2024, les documents suivants ont été présentés à l'inspection :

- SOCOTEC, Rapport de vérification - Vérification électrique initiale, 08/06/2023, 17p,
- SOCOTEC, Rapport de vérification - Installations électriques, 07/10/2024, 29p,

Les documents transmis sont tous postérieurs à la mise en service du parc du 25/11/2022 et ne permettent pas de justifier de la mise à la terre de l'installation par un organisme compétent avant le 25/11/2022. Néanmoins, ils permettent de justifier de la bonne réalisation des contrôles périodiques sur la pérennité de la mise à la terre. Le rapport vérification électrique initiale atteste d'un contrôle avec mesure de la continuité électrique en 2023 tandis que le rapport installations électriques prouve la réalisation d'un contrôle visuel pour 2024, l'échéance est respectée.

Constat : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un rapport de contrôle d'un organisme compétent qui atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service Industrielle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, éolien

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/12/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'installation est conçue pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion d'origine électrique.

<p>Pour satisfaire au 1er alinéa :</p> <p>- les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ;</p> <p>[...]</p> <p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 06/12/2022, il a été relevé que l'exploitant disposait d'une déclaration de conformité des machines (Vestas - V100) à la Directive 2006/42/EC du 17 mai 2006.</p> <p>L'exploitant a également présenté à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, un document libellé "Examen de l'installation électrique " établi par SOCOTEC en date du 28/07/2022. Ce document qui ne porte que sur l'installation Haute Tension ne peut se substituer au rapport de vérification exigé par l'article R.4226-14 du code du travail.</p> <p>Lors de l'inspection du 16/12/2024, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de nouveaux documents pour répondre aux constats précédemment formulés.</p> <p>Constat : L'exploitant ne dispose pas d'un rapport de contrôle établi par un organisme compétent qui atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 9 : Balisage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, éolien</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 06/12/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L.6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Visite de l'installation : présence d'un balisage lumineux sur la nacelle des cinq aérogénérateurs, le clignotement dudit balisage est synchronisé.</p> <p>L'exploitant a envoyé le document suivant à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> Total énergie, Lettre recommandée avec Accusé Réception, 04/01/2023, a destination du ministère de la défense, SDRCAM Nord, 2p. <p>Ce document atteste de l'achèvement et de la conformité des travaux auprès de la sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire (SDRCAM).</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Accès aux aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Accès
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, visite des éoliennes n°1, n°2 et du poste de livraison :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les portes d'accès à l'intérieur des deux aérogénérateurs sont fermées à clef, - Les deux portes d'accès au poste de livraison sont fermées à clef. <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Panneau et identification mât

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Affichage public
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;

- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;
- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;
- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.

Constats :

Examen de la plateforme OREOL : Les identifiants déclarés pour les éoliennes sont les suivants E1 - 243249; E2 - 243250; E3 - 243251; E4 - 243252 et 0010013167_PL1 pour le poste de livraison.

Par sondage, visite de l'aérogénérateur n°1 et n°2 :

- Les identifiants E01 et E02 sont inscrits de manière lisible au niveau des deux mâts des éoliennes correspondantes. Les numéros OREOL sont en adéquation avec l'affichage sur le mât.
- Présence de panneaux en amont de l'accès à l'éolienne n°1, en amont de la n°2, et en amont du poste de livraison. Ils présentent les consignes de sécurité à respecter (numéro des pompiers, numéro d'astreinte), l'interdiction de pénétrer dans les aérogénérateurs, les mises en garde de sécurité (risques d'électrocution, de chute de glace).

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Brûlage à l'air libre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

Constats :

Aucune trace de brûlage à l'air libre n'a été constaté au niveau des plateformes des 4 aérogénérateurs.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la

mise en service industrielle de l'installation.
Constats : L'exploitant a précisé à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement que la mise en service du parc est en date du 25/11/2022 et que le suivi environnemental a été réalisé en 2023. Les données relatives à ce suivi ont fait l'objet d'une déclaration sur la plateforme dépôt légal de données de biodiversité. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Versement des données brutes issues du suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Données brutes
Prescription contrôlée : Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.
Constats : Le document suivant a été transmis à l'inspection : <ul style="list-style-type: none"> Ministère de la transition écologique, Certificat de dépôt, Projet de parc éolien "Beauce Oratorienne", date de dépôt 13-08-2024. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Bridage chiroptère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bridage chiroptère
Prescription contrôlée : Pour prévenir les risques de collision avec les chiroptères, l'exploitant met en œuvre un plan de fonctionnement réduit des aérogénérateurs dès la mise en service industrielle du parc, intégrant des phases d'arrêt de toutes les éoliennes aux périodes critiques pour les chauves-souris. Les modalités de ce plan sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - du 15 avril au 31 octobre, lorsque les vitesses de vents sont inférieures à 6m/s au niveau du moyeu, que la température est supérieure à 10°C, du coucher au lever du soleil. La mise en place effective du plan de bridage des machines doit pouvoir être justifiée, à tout

instant et par tout moyen adapté à l'inspection des installations classées. Ce bridage pourra être modifié selon les modalités prévues au sein de l'article R181-45 du code de l'environnement, suivant les suivis de mortalité et d'activité des chiroptères, définis dans les paragraphes suivants.

Constats :

L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement que le bridage chiroptère mis en place pour son parc était effectif et suivi par le biais d'un Système de Contrôle et d'Acquisition de Données (SCADA). En plus du SCADA, il a indiqué qu'un logiciel analysait les anomalies de bridage, ce qui permettait de l'adapter en conséquence.

Par sondage, vérification des données enregistrées par le SCADA pour l'éolienne E2 pour trois dates pour lesquelles les conditions de bridage sont remplies (le 29, 30 et 31 octobre).

- 29 octobre : la machine est à l'arrêt car il n'y a pas de vent (inférieur à 2m/s).
- 30 octobre (lever du soleil 7h34, coucher du soleil 17h37) : 7h, 11°C, 5.9m/s de vent - aucun arrêt de l'éolienne.
- 31 octobre 2024 (lever du soleil 7h36, coucher du soleil 17h35) : à 22h, 11°C, 3.5m/s de vent - aucun arrêt de l'éolienne.

Les éoliennes ne sont pas à l'arrêt alors que les vitesses de vents observées sont inférieures à 6m/s au niveau du moyeu, que la température est supérieure à 10°C, dans l'intervalle entre le coucher et le lever du soleil.

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection une capture d'écran du paramétrage de son SCADA afin de justifier du bon paramétrage de ce dernier. Cet élément n'est pas suffisant au regard des vérifications effectuées lors de l'inspection. Il apparaît effectivement que les valeurs limites (proche de 6m/s de vent et de 10°C) ne sont pas protectrices envers les espèces car elles n'arrêtent pas le fonctionnement des aérogénérateurs.

Constat : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect des conditions de bridage en faveur des chiroptères lorsque les conditions fixées par son arrêté préfectoral sont réunies.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 16 : Propreté intérieure des aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16

Thème(s) : Risques chroniques, Propreté

Prescription contrôlée :

L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, visite des éoliennes n°1 et n°2 : les paliers inférieurs situés à l'intérieur des éoliennes sont propres et exempts d'entreposage de matériaux combustibles ou inflammables.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Tests arrêts avant mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité.</p> <ul style="list-style-type: none"> • un arrêt ; • un arrêt d'urgence ; • un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 06/12/2022, l'exploitant a présenté 4 documents, 1 par aérogénérateur à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> • VESTAS, Start-up procédure E01, 01/08/2022, 117p; • VESTAS, Start-up procédure E02, 01/08/2022, 117p; • VESTAS, Start-up procédure E03, 01/08/2022, 117p; • VESTAS, Start-up procédure E04, 01/08/2022, 117p. <p>Comme précisé lors de l'inspection du 06/12/2022, ces documents, en langue anglaise, ne présentent aucune preuve de la réalisation effective, avant la mise en service, des essais d'arrêt, arrêt d'urgence et de survitesse. Les procédures à réaliser par les techniciens sont détaillées mais les rapports ne présentent aucune mention écrite de la bonne réalisation de ces tests.</p> <p>Constat : L'exploitant n'a pas réalisé des essais sur chaque aérogénérateur afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 18 : Tests d'arrêt

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2eme alinéa
Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance
Prescription contrôlée : Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : Par sondage, examen du contrôle de l'éolienne identifiée E1, l'exploitant a présenté les documents suivants à l'inspection : <ul style="list-style-type: none"> • VESTAS, Service report, 19/02/2024, 4p. • VESTAS, Service report, 08/01/2024, 4p. Ces documents précisent pour chaque aérogénérateur que les essais suivants ont bien été réalisés le 19/02/2024 : <ul style="list-style-type: none"> • Vérification que le bouton d'arrêt marche correctement, • Vérification que le bouton d'arrêt d'urgence fonctionne correctement, • Réalisation d'un test VOG (Vestas Overspeed Guard) sur la plateforme SWI, Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Contrôle des brides et du mât

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle brides et mât
Prescription contrôlée : I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de

<p>mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, vérification de l'éolienne E3, le document suivant a été présenté à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Coverwind, Rapport d'intervention de serrage, E3, du 09/11/2022, 6p, • Coverwind, Rapport d'intervention de serrage, E3, du 06/09/2023 au 15/12/2023, 5p, • Coverwind, Rapport d'intervention de serrage, E3, du 19/08/2024, 3p, • VESTAS, Service Report, check ICPE Torque V100, E3, du 22/03/2023, 4p, <p>L'exploitant précise à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement qu'une société extérieure (Coverwind) intervient annuellement pour assurer le resserrage de l'ensemble des brides. Des contrôles de ces serrages interviennent lors des maintenances T0 et T3 assurés par Vestas.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 20 : Contrôles des pâles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, éolien</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, vérification du contrôle des pales pour l'éolienne E2, le document suivant a été présenté à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> • VESTAS, Blade Inspection Report, E02, 13/11/2024, 44p. <p>Ce rapport atteste du contrôle par drone des pâles de l'éolienne E2. Écrit en anglais, il présente des photographies des anomalies ainsi qu'une caractérisation selon la gravité des défauts rencontrés.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : SIS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 III
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.</p> <p>L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 06/12/2022, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir à l'inspection une liste de ses Systèmes instrumentés de sécurité.</p> <p>Lors de l'inspection 16/12/2024, le document suivant a été présenté à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> • VESTAS, Systèmes instrumentés de sécurité, mis à jour le 02/09/2022, 1p. <p>Le document présenté par l'exploitant ne détaille pas l'ensemble des équipements de chacun des SIS identifiés. Il est attendu dans cette liste que soit détaillé l'ensemble de la chaîne permettant de constituer le système.</p> <p>Les SIS ne se limitent pas aux capteurs mais incluent l'ensemble de la chaîne de gestion, notamment les systèmes de prise d'information (capteurs et éléments de transmission du signal associé), les outils de traitement (automate, calculateurs, relais ...) et d'actions (actionneurs avec ou sans intervention d'un opérateur) permettant de mettre en sécurité l'installation en cas d'incident.</p> <p>Constat : L'exploitant ne tient pas à jour la liste de ces équipements de sécurité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées</p>

un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 22 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, visite de l'éolienne n°1 et n°2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> présence, au niveau du palier inférieur des deux éoliennes, d'un plan de localisation des extincteurs mentionnant la présence de deux de ces équipements (implantés au niveau de la nacelle et du palier inférieur), par sondage, présence d'un extincteur au CO2 (adapté aux feux d'origine électrique) visible et facilement accessible à proximité de la porte du palier inférieur situé à l'intérieur de l'éolienne n°2, vérifié en octobre 2024. Un extincteur est également présent pour l'éolienne E1 mais ne présente aucun élément visuel extérieur (étiquette) permettant d'en attester le contrôle. <p>L'exploitant présente le document suivant pour justifier du contrôle de l'extincteur de l'éolienne n°1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> VESTAS, V100_2.0 Fire Extinguishers Inspection, 03/09/2024, 1p. <p>Ce document ne présente aucune indication claire quand à la conformité de l'extincteur et ne peut être exploité pour justifier de la vérification annuelle de ce dernier.</p> <p>Constat : Chaque aérogénérateur n'est pas doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie valable.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 23 : Mortalité espèce protégée

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2001, article R. 512-69
Thème(s) : Risques chroniques, Rapports accidents/incidents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le document suivant a été présenté à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> • France énergie éolienne, Procédure administrative - Actions à réaliser en cas découverte d'un ou plusieurs cadavre(s) d'espèces protégées sur site, octobre 2021, 8p. <p>L'exploitant précise à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement que la procédure Actions à réaliser en cas découverte d'un ou plusieurs cadavre(s) d'espèces protégées sur site est portée à la connaissance des équipes intervenant sur le terrain.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite